

Consultation publique
CREATIVE EUROPE

Période de consultation: 23.01.2017 – 16.04.2017

Complément à la contribution d'EUROCINEMA,
Association de producteurs de cinéma et de télévision
Registre de transparence: 432 456 96 854 - 79

La pérennité budgétaire du programme Media dès lors que l'on ne cesse d'en élargir les missions sans toutefois en contrepartie en assurer le financement est menacée.

Dans le cadre de la préparation du cadre financier pluriannuel, il serait important de proposer une hausse des crédits de 0.14% à 0.30% en y intégrant une nouvelle action en vue de la promotion et de l'exportation des programmes audiovisuels et cinématographiques hors Union européenne (Ex action Media Mundus).

Si le Fonds de garantie, nouvelle action au titre d'Europe Creative 2014-2020 et récemment lancé (2016), trouve son rythme de croissance et sa légitimité, il faudrait envisager également un nantissement accru du financement du fonds.

Il faudrait tenir compte des demandes d'adhésion des pays du voisinage (notamment méditerranéen), mais ceci implique également un accroissement des moyens (même si les pays intéressés doivent également apporter leur cotisation).

Une réflexion doit être engagée à ce stade sur le financement du programme, et cette réflexion est dépendante des décisions en matière d'augmentation (ou non) des marges budgétaires.

Le financement va dépendre des perspectives financières, soit celles-ci se trouvent améliorées dès lors qu'un recours à un système de ressources propres (rapport Monti) est rendu possible, soit à l'inverse on se trouve confronté à une pénurie aggravée par la perte d'un contributeur de poids (Brexit).

Les choses cependant paraissent ouvertes car la Commission ne pourra plaider pour l'octroi d'un système de ressources propres que si elle peut démontrer la nécessité d'un tel financement (ce en quoi le rapport Monti s'efforce de faire en mentionnant les dépenses nouvelles quasi impératives que sont la sécurité, le contrôle des migrations et la mise en œuvre de la COP 21). Il faudra plaider aussi pour un volet social, culture, formation pour obtenir l'adhésion des Etats membres à la création d'un véritable système de ressources propres.

Ainsi, l'exigence de renforcer les moyens budgétaires de Media peut en quelque sorte, paradoxalement, contribuer à légitimer un système de ressources propres à l'Union européenne.
